

La France associative en mouvement 2026 – 24^{ème} édition

Toujours plus d'associations, mais des ressources humaines et financières sous tension

Chaque année, « La France associative en mouvement » dresse un état des lieux de la vie associative, à partir **des données officielles¹** les plus récentes et **d'enquêtes nationales²** menées auprès de la population et des responsables associatifs. Cette 24^{ème} édition met en lumière une vitalité toujours forte, illustrée par un nombre élevé de créations d'associations, mais aussi des signes de fragilité, particulièrement marqués parmi les associations qui emploient des salariés. Autant d'évolutions contrastées dont Roger Sue, sociologue, décrypte les paradoxes dans la préface de cette édition.

Plus de 83 400 nouvelles associations en un an

Entre juillet 2025 et juin 2026, plus de 83 400 associations ont été créées en France, soit **une hausse de 12% en un an**. Cette nette progression des créations contraste avec l'évolution du bénévolat, ressource essentielle pour un secteur dans lequel près de neuf associations sur dix n'emploient aucun salarié.

Et les associations, toujours plus nombreuses, doivent également conjuguer avec des pratiques qui évoluent : renouvellement générationnel, progression des engagements ponctuels et nouveau recul de l'engagement régulier en 2026, pourtant essentiel au fonctionnement des associations.

Dans ce contexte, **moins de la moitié des responsables associatifs se déclarent satisfaits de leur situation en matière de bénévolat**. Pour les associations employeuses, ces tensions se conjuguent à des contraintes économiques plus fortes, liées à l'évolution des politiques et à la nécessité de préserver les emplois.

L'emploi associatif marque le pas

En 2025, 153 270 associations emploient 1,93 million de salariés (9% de l'emploi du secteur privé). Après quatre années de progression, les effectifs enregistrent un léger repli : - **0,2%** en moyenne annuelle, soit **environ 4 000 salariés de moins entre 2024 et 2025**, contre - 0,1% dans l'ensemble du secteur privé.

La masse salariale continue d'augmenter, mais un peu moins rapidement dans les associations : + 1,6%, contre + 1,9% dans l'ensemble du secteur privé.

Les plus petites structures apparaissent particulièrement exposées : **l'emploi recule de 0,8% dans les établissements de moins de trois salariés**, contre 0,2% pour l'ensemble du secteur associatif.

Les activités sanitaires et sociales, hormis l'aide à domicile, résistent globalement. À l'inverse, **plusieurs secteurs participent au repli, notamment l'enseignement, l'éducation populaire, le sport et les activités liées à l'emploi**, mais aussi les loisirs, l'hébergement et la recherche.

Des associations employeuses plus fragilisées

Les résultats de l'enquête menée au printemps 2026 auprès des responsables associatifs éclairent cette évolution de l'emploi. Si **62% des dirigeants jugent la situation générale de leur association bonne ou très**

¹ Répertoire National des Associations et tribunaux d'instance d'Alsace Moselle pour le suivi des créations et l'approche du nombre d'associations en activité. URSSAF Caisse nationale et Mutualité Sociale Agricole, pour le bilan de l'emploi.

² Enquête confiée par R&S à l'IFOP, réalisées en janvier 2026, auprès de 3 155 personnes de 15 ans et plus. Enquête de Recherches & Solidarités auprès de 1 795 responsables associatifs, réalisée entre le 6 mai et le 13 juin 2026.

bonne, contre 66% en 2024, cette moyenne masque un écart important : cette proportion atteint **69% parmi les associations sans salarié, mais seulement 55% parmi les employeurs**.

Le contraste est encore plus marqué sur le plan financier : **70% des associations sans salarié jugent leur situation financière bonne ou très bonne, contre 40% seulement des employeurs**. Et les perspectives se dégradent. Parmi les employeurs, **58 % s'attendent à une situation difficile à la rentrée, ils étaient 45 % un an plus tôt**. La réduction d'activité est envisagée par 12 % d'entre eux, contre 8 % en 2025.

Financements et politiques publiques au premier rang des préoccupations

Les inquiétudes des employeurs se concentrent d'abord sur leur environnement économique et institutionnel : **70% citent leur situation financière parmi leurs principales préoccupations et 51% l'évolution des politiques publiques**.

Les relations avec les financeurs illustrent leurs marges de manœuvre réduites. Plus de la moitié des dirigeants employeurs déclarent devoir adapter certaines actions ou revoir leurs priorités pour répondre aux attentes des financeurs. Pour **16% des employeurs**, les ajustements vont plus loin : ils **sont conduits à remettre en question leur projet associatif lui-même pour satisfaire aux conditions de financement**. Et pour 6 %, les contraintes sont telles qu'ils envisagent de renoncer à leur projet et de cesser leur activité.

Ces résultats montrent que les arbitrages ne portent plus seulement sur les moyens mobilisés, mais peuvent désormais toucher la nature même et le périmètre des actions conduites.

Dans ce contexte, le recul de l'emploi observé en 2025 apparaît comme l'un des signes de leur fragilisation. Celle-ci peut prendre la forme de suppressions d'emplois, mais aussi, de façon moins visible, de recrutements différés, de départs non remplacés, d'activités réduites ou de projets abandonnés.

Plus largement, cette situation risque de réduire les capacités d'action des associations, notamment auprès des publics les plus exposés, et, selon notre enquête, dans les territoires urbains et ruraux qui en ont le plus besoin.

Des chiffres déclinés par région

Ces chiffres nationaux cachent des réalités régionales contrastées. À titre d'exemples, l'évolution des effectifs salariés varie de -0,9 % à + 0,2 %, au sein des régions métropolitaines.

Pour rendre compte de ces écarts, l'étude nationale est prolongée par **des déclinaisons à l'échelle de chaque région**. Construites à partir des **mêmes sources et selon la même méthodologie**, elles permettent de repérer les spécificités régionales et d'enrichir la lecture des repères nationaux.

Télécharger [l'étude complète](#) - [la synthèse](#) - [les déclinaisons régionales](#)

Publications réalisées avec le soutien de **HEXOPÉE**, organisation représentative des employeurs de l'éducation populaire, de la Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative et de l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire.

HEXOPÉE
Créateurs de citoyenneté


**MINISTÈRE
DES SPORTS,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECHERCHES & SOLIDARITES est une association sans but lucratif, dont l'objet est d'apporter aux acteurs et aux décideurs les informations les plus récentes sur les sujets de solidarité et de la vie associative en particulier. Ses publications sont en libre accès sur www.recherches-solidarites.org.